

Demain le Chili

Comme chacun sait, un passage de quelques semaines dans un pays n'autorise pas à rendre un diagnostic global, mais lorsqu'il suscite rencontres et témoignages, il laisse traces et ces traces révèlent à leur manière, autant par ce qu'elles impriment que par ce qu'elles sous-entendent, une " impression générale"....

Une situation

De passage, l'étranger est d'abord frappé par la dégradation des conditions de vie de la population, ce qu'on appelle au Chili, par euphémisme, le " coût social" des orientations de la junte, la régression du produit national brut, le chômage de plus du quart de la population, l'inflation de près de 10% par mois, la ruine du petit commerce et de l'industrie nationale offerts sans défense à la concurrence des multi-nationales selon les principes et les méthodes des " Chicago boys" soumis à la junte et, surtout, le rétablissement accéléré des " latifundios" au dépens des paysans qui avaient bénéficié de la réforme agraire.

Puis c'est aussi dans un décor de boutiques bien approvisionnées la vision d'un peuple qui grouille en luttant désespérément pour survivre. Il n'est pas exagéré, par exemple, de dire qu'un grand nombre de Chiliens, y compris dans la petite bourgeoisie, n'ont plus pour toute nourriture qu'une tasse de thé et un peu de pain et qu'il arrive que des enfants tombent d'inanition à l'école.... Une lettre adressée par dix dirigeants syndicaux modérés au ministre du travail, fin juin 1976, révélait que 50% des Chiliens - en situation d'emploi- reçoivent mensuellement environ 450 pesos, alors que les dépenses alimentaires d'une famille moyenne nécessaire à l'apport calorifique, sans viande ni lait, s'élèvent à 950 pesos....

De plus, arrestations, exécutions sommaires, emprisonnements avec tortures, expatriations, (tout ce qu'on appelle au Chili "épuration") ajoutés aux bas salaires, à la contrainte du couvre-feu, et à une atmosphère de délation, de suspicion et d'obscurantisme ont brisé les amitiés, divisé les familles, étouffé les initiatives, engendré une crainte perpétuelle du lendemain et surtout vidé les universités et le pays des éléments qualifiés, pour les remplacer généralement par de médiocres et dociles militaires... En mathématique par exemple, il ne reste que quatre docteurs sur les 26 que comptait le Chili, en physique 5 sur 15.

Une telle situation a bien évidemment incité certaines forces d'opposition à constituer des structures parallèles privées: centres de recherches para-universitaires, d'apprentissages et de reconversions, dans le sillage de l'Eglise. D'autres d'orientations laïque et démocratique prennent la forme de petits conservatoires d'art, de communication ou d'animation culturelle. Ces organisations cherchent, par là, à procurer du travail à ceux que la junte veut évincer par le chômage ou l'exil. C'est dire l'attraction qu'elles suscitent au sein de la jeunesse... Malgré les efforts et même les coups bas déployés par la junte, le pouvoir n'a, jusque là, pas encore été en mesure de les supprimer.

Une "démocratie nouvelle"

Aujourd'hui, le Chili voit se dessiner un système de plus en plus personnalisé: un certain "caudillisme" dont les relais populaires restent flous. Le général Pinochet

étant l'exécutif et les autres membres de la junte le législatif. Pour gouverner, le général dispose de la DINA, son "bras armé", son "parti politique". Par elle, tout est contrôlé, y compris les autres militaires.

Par elle, la torture continue à être appliquée. (1)

Par ailleurs, une sorte de "Movimiento" à la franquiste s'ébauche: le mouvement d'union nationale qui comprend les "fronts" du travail, de la jeunesse, des femmes, des patrons...

Le "front du travail" réunit les dirigeants les plus hostiles au marxisme, écrasé en 1973, tant chez les paysans que chez les ouvriers. S'il est, de fait, minoritaire, ce mouvement favorise essentiellement le régime en divisant les travailleurs. Ses leaders sont pratiquement les seuls à pouvoir présenter des revendications (excluant évidemment le droit de grève) modérées sous prétexte de ne pas être inflationnistes...

Le "front de la jeunesse" qui pendant la dernière réunion de l'Organisation des Etats Américains (OEA) s'est fait remarquer par son grand meeting organisé sur le cerro (colline) Santa Lucia, en hommage aux Amériques, sert surtout à promouvoir l'image présidentielle. Ainsi quand Pinochet se déplace, il organise défilés et concentrations sur son passage. Dépendant du ministère de l'intérieur, c'est à dire de l'armée, il a comme seul chef le chef de l'Etat lui-même. Les écoliers sont "dressés militairement"; marches au pas, "acte civique" tous les lundis dans les classes avec rappel des héros historiques et hymne national. Ce qui laisse présager de futures chemises bleues à l'espagnol!

Si le "parti des masses" n'est pas encore créé, un tandem collectif, véritable essai de movimiento, se fait de plus en plus entendre sur l'air de la "sécurité nationale": nouvel os lancé à l'appétit des foules et pour laquelle déjà une académie supérieure a été fondée tenant lieu d'"Ecole Nationale d'Administration" du régime.

Mais le mépris des démocraties occidentales condamnées pour leurs faiblesses et leur décadence, l'appel à la défense du "monde chrétien" contre le "marxisme international", le rejet du système politique (orgueil du Chili), et la prétention à former une "nouvelle génération" suivant des règles d'Etat major, constitue les convictions du général Pinochet qui ne cesse de les proclamer en public comme en privé. Ses convictions s'appuient sur une organisation d'Etat qui en trois ans est devenue tentaculaire, Etat policier qui surveille tous ses ressortissants jusqu'à l'étranger comme le prouvent par exemple les attentats perpétrés contre le général Prats à Buenos Aires, contre Bernardo Leighton à Rome et, en septembre dernier, contre Orlando Letelier à Washington.

Se sentant plus assuré de son pouvoir que naguère, après avoir dominé la crise de l'hiver dernier en jugulant l'offensive conjuguée des militaires et de la Démocratie Chrétienne et apparaissant de moins en moins insolite au sein de l'OEA où les régimes militaires peu scrupuleux sur le chapitre des libertés sont de plus en plus nombreux surtout après le coup d'Etat d'Argentine, le général Pinochet édicte progressivement des "actes constitutionnels" qui précisent par petites touches, la physionomie du nouveau régime. Ce sont, par exemple, la création d'un Conseil d'Etat entré en fonction le 14 juillet dernier et surtout les trois nouveaux actes constitutionnels du 11 septembre 1976 portant sur "les bases essentielles des institutions", sur "les droits et les garanties" et sur "les états d'urgence"....

Cette institutionnalisation du pouvoir militaire trouve enfin son fondement idéologique dans le concept de "sécurité nationale". Inspirée des réflexions des généraux



brésiliens qui ont pris le pouvoir en 1964, cette doctrine affirme la nécessité de garantir la survie de la nation menacée par le "désir hégémonique de cette super-puissance" qui cherche à "exporter une idéologie intrinsèquement perverse": le marxisme matérialiste. Pour que les valeurs "occidentales et chrétiennes" dont il se réclame puissent survivre, il lui importe de bâtir un Etat fort appuyé sur les armes. Détruire l'ancien ordre des choses - non seulement le socialisme mais aussi le cadre démocratique qui avait permis sa victoire- ne représente plus son unique préoccupation. Si la répression elle-même a pu diminuer en quantité au fur et à mesure qu'elle s'est affinée, c'est qu'il s'agit avant tout de construire une "Démocratie Nouvelle."

A la recherche d'une opposition efficace...

Cette confiance grandissante manifestée par le général Pinochet ne tient évidemment pas compte d'un certain nombre d'éléments qui prennent de l'importance. Si, selon toute apparence, le contrôle de son pouvoir s'exerce effectivement sur les leviers de commande du pays, des secteurs de plus en plus larges de la population s'éloignent de son régime; le conflit entre l'Eglise catholique et l'Etat ne cesse de

s'aggraver et l'hostilité, sans nuance, des six partis de l'Unité Populaire (sans compter les forces clandestines révolutionnaires) et de la Démocratie Chrétienne se cristallise.



Les syndicats. L'échec de la conspiration militaire de l'hiver 75-76, facilement surmontée par Pinochet a laissé les protagonistes dans l'amertume, mais elle a du même coup, fait prendre conscience que désormais rien ne peut se faire sans l'appui des masses. Il semble, en effet, que dans l'ensemble du pays un mouvement de masse, indépendant du fascisme, se soit développé. Sa forme n'est pas directement politique mais son contenu est

certainement démocratique. Défi à la répression, il se manifeste surtout par le syndicalisme. Bien que décapités, les syndicats n'ont pas été détruits par le régime et, aujourd'hui la gauche a déjà reconquis certaines positions. D'abord actifs dans les domaines social, sportif et culturel, ils ont ensuite mené une action revendicative au coup par coup, puis formulé une "plate-forme" pour enfin commencer à s'exprimer publiquement dans la presse ... La grève n'est pas loin ... Enfin, il existe un vaste mouvement à contenu culturel où chansons, théâtres, ateliers littéraires et poétiques sont autant d'occasions de mobiliser les masses; ce qui permet de rompre l'isolement et l'atomisation par le fascisme.

L'Eglise. Par contre le conflit entre l'Eglise et l'Etat entre dans une phase aigue. L'épiscopat a excommunié¹³ membres de la police politique qui avaient participé à une manifestation d'hostilité aux trois évêques chiliens de retour d'Equateur d'où ils avaient été expulsés "à la demande- ont déclaré les autorités équatoriennes- de gouvernements amis". La hiérarchie catholique de plus en plus préoccupée à dénoncer le totalitarisme du régime, en particuliers le concept de "sécurité nationale", ne manque pas l'occasion de souligner l'incompatibilité entre la doctrine officielle et les préceptes évangéliques dont se prévaut pourtant la junte (2). Cette attitude de l'Eglise inquiète le gouvernement dans un pays traditionnellement catholique où, de surcroît, les épreuves vécues par la population semblent avoir purifiées la foi.

Attitude qui peut tôt ou tard, obliger les militaires à jeter le masque; comment encore se réclamer du christianisme lorsqu'on est en rupture avec l'Eglise? Pour l'instant le régime n'ose pas s'aventurer au delà de la tracasserie et des menaces contre certains membres du clergé. Mais la fermeté de l'épiscopat n'est d'ores et déjà pas sans conséquences politiques. Elle a pour sa part facilité le passage de la Démocratie Chrétienne dans l'opposition, particulièrement l'aile droite de cette formation.

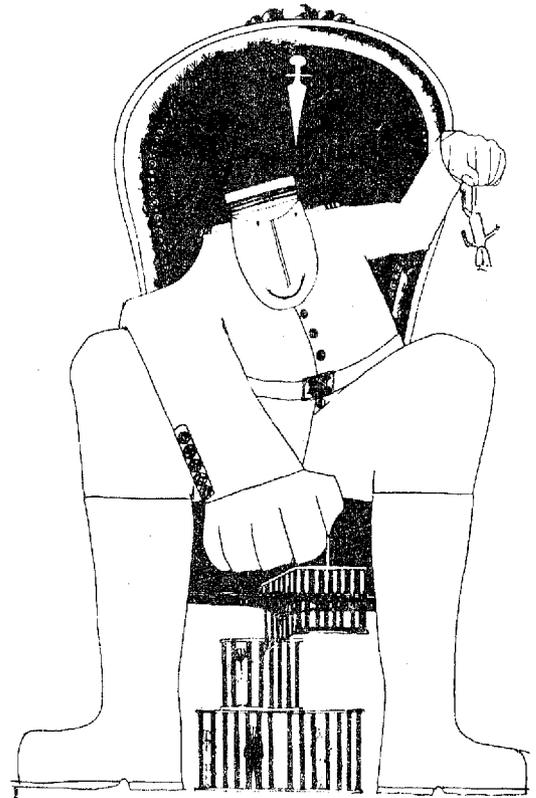
Les partis. Pour Almayda, secrétaire du comité exécutif de l'Unité Populaire depuis mai 76 et ancien ministre des affaires étrangères d'Allende, aujourd'hui réfugié à Berlin-Est "les fascistes chiliens ne tiendront pas plus longtemps que les colonels grecs et leurs jours sont comptés ..." En effet, il ne lui paraît pas possible de dissocier la politique économique de son cadre socio-politique en dépit des affirmations contraires des dirigeants de la Banque mondiale et des Banques privées américaines. L'inflation a atteint encore en 1976 un taux de 180%(3) alors que les méthodes économiques "libérales" appliquées par le professeur Friedman (4) au nom de sa philosophie monétariste ont eu toute liberté dans les laboratoires chiliens. La politique économique de la junte, basée sur une conception dogmatique de la liberté du marché a précipité le peuple dans la misère, provoqué la concentration des revenus et de la propriété en très peu de mains et favorisé une dramatique récession, un chômage sans précédent et une fuite accélérée des capitaux.

C'est dans ce contexte que progressent lentement dans sa recherche de l'unité et de l'organisation efficaces les diverses composantes de l'opposition.

D'un côté: L'Unité Populaire, avec à sa tête Almayda, doté d'un réel charisme et respecté très au-delà du mouvement, ainsi que les groupements révolutionnaires d'extrême-gauche comme le MIR.

De l'autre côté, la Démocratie Chrétienne, opposée au régime Allende, avec à sa tête Zaldívar, élu en novembre 1976. D'abord divisée entre une droite ralliée au coup d'Etat et une gauche qui le condamnait, entre ceux de "l'extérieur" et ceux de "l'intérieur", elle est passée toute entière dans l'opposition et - de ce fait - subit les attaques du gouvernement.

Dans la perspective d'un large "front démocratique", regroupant les forces diverses de cette opposition, l'idée qu'une solution politique est la seule issue possible au drame chilien, est désormais admise. Ce qui est un fait capital. Mais les débats actuels concernent la composition et l'étendue de ce "front" avec sa plus ou moins grande ouverture à gauche ... L'absence d'accord entre les partisans de la Démocratie chrétienne et de l'Union Populaire avait été la "grande erreur" au temps d'Allende. Une autre erreur - plus ancienne - avait consisté à ne pas intégrer les militaires au jeu politique et à les laisser aux mains de l'extrême-droite et du grand capital. Erreurs que tout le monde paie aujourd'hui. C'est dans ce sens que la Démocratie Chrétienne regarde: "Il faudrait être ingénu pour croire que le problème chilien peut être résolu à l'intérieur des frontières par les seuls civils, alors que ^{dans} le reste de l'Amérique latine les militaires sont presque partout au pouvoir." ... Aussi convaincus que l'opposition n'est pas encore en mesure d'assumer le pouvoir et que les militaires chiliens n'entreront pas tous dans leurs casernes, les dirigeants de la DC estiment que la solution passe par les militaires. De plus



comme, il n'est pas possible de pactiser avec les marxistes de l'UP, et que les militaires exigent que ceux-ci restent hors la loi pendant la période de transition, seules, semble-t-il, actuellement, sont envisagées des actions communes à l'université, sur le plan syndical et pour la défense des droits de l'homme. Là s'arrête la convergence...

Sans doute le passé est passé... . Et il n'est pensable pour quiconque à un retour au régime de Frei ni à celui d'Allende. Mais l'on sent partout - est-ce une "impression générale"? - un peuple qui brûle de reprendre en main son destin et de mettre en oeuvre les moyens pour y parvenir.

Paris, le 24 février 1977

Catherine Veret

Jean Jost

(1) cf. bulletin bimestriel de Jose Zalaquett, ancien responsable du comité de coopération pour la paix, maintenant exilé

(2) cf. documents de fin 73, d'avril 74, de septembre 75 sur le respect des droits de l'homme, le retour aux libertés, le droit de réunion, l'établissement d'une constitution démocratique...

(3) contre 345% en 1975

(4) Le professeur Friedman a reçu en 1976 pour sa théorie économique, qui ne tient compte du facteur humain, le prix Nobel économique!